Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Droit à la retraite :

RIPOSTE GÉNÉRALE !

C'était « chronique d'une mort annoncée » : le 10 janvier 2023, la Première Ministre Borne annonçait son projet de recul à 64 ans de l'âge de départ à la retraite, prévu de façon progressive pour 2030 à partir de septembre 2023.

Un acharnement macronien au service du capital

Ce projet, dénoncé à juste titre comme particulièrement brutal pour des travailleurs déjà victimes des effets de l'inflation et de la crise énergétique, a en effet tous les aspects d'une agression inouïe contre le monde du travail : il concerne toutes les générations nées à partir de 1961, donc y compris celles et ceux qui devraient prendre leur retraite dès septembre 2023 et ne le pourraient plus ; il allonge la durée de cotisation à 43 ans dès 2027 pour une pension à taux plein ; il supprime les régimes spéciaux (RATP, EDF, SNCF, etc.).

Il ne répond sérieusement à aucune demande de dérogation pour la pénibilité (« *renforcer le suivi médical, repérer les fragilités...* », où sont ici les garanties de pouvoir partir plus tôt après des années de souffrance au travail ?), pour les carrières longues (car même en partant avant 64 ans, tous ces salariés devront travailler plus longtemps qu'actuellement) ; il prétend lutter contre la pauvreté des retraités en proposant 1200 euros bruts par mois pour les « petites pensions » (sic !) à l'issue d'une carrière complète, mais comment vit-on aujourd'hui (et demain !) autrement que dans la misère avec à peine plus de 1000 euros par mois ? Ecœurante hypocrisie de ce mépris de classe...

Face à l'immense opposition qui s'est exprimée au fil des semaines contre cette attaque, et fort du soutien de la droite LR, le porte-parole de Macron répond : « *Nous voulons aller jusqu'au bout* ».

Cet acharnement présidentiel à nous faire travailler plus et plus longtemps paraît ahurissant à bon nombre d'entre nous.

Mais rappelons qu'il s'inscrit dans une continuité commandée par les monopoles et l'oligarchie financière, y compris à coups de diktats de l'UE, et qui nous a valu pas moins de 7 réformes depuis 30 ans (Balladur en 1993, Juppé en 1995, Fillon en 2003, 2007 et 2010 sous Sarkozy, Touraine -PS- en 2014, Macron en 2020, avec sa « retraite à points » abandonnée pour cause de lutte et de Covid).

A chaque fois, le double objectif est le même, pour la bourgeoisie au pouvoir : réduire la part de salaire socialisé que constitue une pension, et favoriser la capitalisation des retraites vers les fonds de pension souhaitant capter l'épargne des travailleurs. Au bout de l'allongement apparemment sans fin d'une « carrière » de salarié, on trouve le rêve inavoué de la classe possédante : abolir cette conquête sociale qui a dû être concédée sous l'effet des luttes et de l'existence d'un camp socialiste avec l'URSS.

L'enjeu : stopper net l'offensive antisociale !

Pour les travailleurs, il s'agit donc d'élever le rapport de force jusqu'au niveau permettant de faire reculer Macron, non pas pour revendiquer « *d'autres solutions* », mais pour obtenir le retrait pur et simple du projet et le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation. L'unité syndicale, qui a permis l'appel à une journée de mobilisation nationale le 19 janvier, est une bonne chose, mais on sait que, du côté d'organisations telles que la CFDT, de fausses solutions préjudiciables aux travailleurs pourraient mettre à mal cette combativité unitaire, comme par exemple « *développer l'emploi des seniors* » (dans les conditions d'exploitation actuelles ?), ou « *trouver de*

pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18

nouvelles recettes en jouant sur les prélèvements sociaux » (encore aux salariés de payer ?), ou bien « *soumettre l'épargne salariale à des contributions d'assurance-vieillesse* » (logique de capitalisation...).

Quant à ceux qui, à gauche, reprennent le refrain du « partage des richesses » comme le moyen de financer le système de retraites, ils s'appuient sur un constat qui est juste : La France, 6ème puissance économique mondiale, a évidemment les moyens de financer le système de retraite par répartition ; et bien sûr qu'il faut revenir sur les mesures d'exonération prises par les gouvernements précédents et actuels (Crédit impôt recherche, CICE, suppression de l'ISF, « flat taxe », etc.), en grande partie responsables de l'apparent déficit du système de protection sociale et de l'asphyxie des services publics ; bien sûr qu'il faut dénoncer un budget qui fait la part belle aux dépenses militaires au détriment de la santé, de l'éducation, de l'environnement, et de la protection sociale…



Un véritable choix de société et de civilisation

Mais à partir de ces constats, la perspective à donner, dans ces combats pour la défense de la retraite à 60 ans, de la Sécurité sociale, des services publics, des salaires, des emplois, c'est que tous ces combats ne forment qu'un seul et même combat : celui des masses laborieuses contre le capitalisme, contre la bourgeoisie monopoliste et sa dictature de classe.

Car ce sont bien deux conceptions du système économique et social qui s'affrontent :

D'un côté, il y a le capitalisme, dont la finalité est d'augmenter les profits coûte que coûte, et qui considère que seul ce qui contribue à l'accumulation du capital est digne de considération. Mais cette société aujourd'hui est en crise d'obsolescence, elle n'a plus la capacité de répondre au développement des besoins sociaux qu'elle génère. Les contradictions qui la traversent conduisent à la course aux armements et à la guerre, à la polarisation de la richesse dans les mains de quelques-uns, à l'extension de la misère pour le plus grand nombre et même aux difficultés pour des couches sociales jusqu'ici épargnées. Les attaques contre les retraites entrent dans ce contexte.

De l'autre, il y a une seule issue : c'est l'expropriation des capitalistes, la socialisation des moyens de production, le pouvoir des travailleurs et la mise en œuvre d'une planification qui permette la satisfaction des besoins populaires. Cette société, c'est le socialisme comme étape vers le communisme.

En 1945, c'est la victoire de l'Union Soviétique sur le fascisme qui a contraint les capitalistes à reculer. C'est la défaite du socialisme qui donne des ailes au capital aujourd'hui. La crise du capitalisme est générale, elle s'aggrave à chaque crise cyclique ; et à chaque fois, c'est plus d'austérité, plus de remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses, et … plus d'attaques contre les retraités considérés par le capital comme des bouches inutiles !

La question de l'alternative à cette société capitaliste se fait toujours plus pressante, et le Parti Communiste Révolutionnaire de France se donne pour tâche essentielle de contribuer, à travers les luttes menées par les travailleurs, au renforcement de leur conscience de classe : le PCRF apporte son soutien fraternel au grand mouvement contre la réforme des retraites ; il appelle à amplifier ce mouvement et les formes de lutte qui bloquent les profits, à défendre et à renforcer dans l'action l'unité des travailleurs et travailleuses face à toutes les tentatives de division, pour la défense du droit à la retraite, pour les services publics, pour les droits démocratiques, pour la paix !

Il vous invite à le rejoindre pour mener ensemble la lutte décisive contre la bourgeoisie destructrice de nos conquêtes sociales !

Le PCRF

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.